

CONFERENCE DES EGLISES EUROPEENNES (KEK)
Commission Eglise et Société

« La vie humaine entre nos mains ? Eglises et Bioéthique »

Résultats d'une conférence organisée par la KEK à Strasbourg du 27 au 29 novembre 2003.

Plus de 70 représentants des Eglises de 22 pays de toute l'Europe se sont réunis pour discuter de certains défis éthiques posés par les développements récents des sciences biomédicales. Cette rencontre était sans doute la plus oecuménique sur ces questions organisée à ce jour par les Eglises européennes.

Les thèmes de la consultation, présentés par divers experts, ont porté sur :

- les tests génétiques,
- les diagnostics prénatal et pré-implantatoire,
- la médecine régénérative (à partir de cellules souches) et le respect de l'embryon humain.

Deux tables rondes ont traité de:

- religions et bioéthique, avec des représentants de l'Eglise catholique romaine et des religions juive et musulmane,
- société, politique et bioéthique, avec des représentants de parlements nationaux, du Conseil de l'Europe et de l'industrie pharmaceutique.

Des discussions animées sur ces sujets controversés ont conduit à la reconnaissance d'un ensemble de valeurs et de principes communs mais aussi de domaines de divergence et, parfois, de contradictions. Ces valeurs comprennent en particulier la dignité humaine fondée sur la conviction que l'être humain est créé à l'image de Dieu. Les participants ont pris la mesure de l'importance de l'écoute mutuelle et du dialogue patient ainsi que du partage des connaissances et convictions. Ils reconnaissent la valeur de leurs traditions bibliques et ecclésiales et sont convaincus que la connaissance scientifique a besoin d'une dimension spirituelle dans ses applications.

Sur la question des tests génétiques, les participants ont reconnu l'utilité de certaines nouvelles possibilités de diagnostic et de compréhension de certaines maladies, et d'éventuelles nouvelles thérapies, mais ont été en désaccord sur la question de savoir si des tests génétiques devaient être proposés en l'absence de tout traitement disponible. Ils estiment que les Eglises devraient soutenir le conseil génétique et offrir leur propre accompagnement spirituel. Ils soulignent le risque de discrimination (par exemple au niveau des compagnies d'assurance) lié à l'information génétique.

Au sujet des diagnostics prénatal et pré-implantatoire (DPI) il n'y a pas eu consensus sur l'utilisation de ces techniques mais accord sur le fait qu'en cas de diagnostic prénatal, il ne devrait pas y avoir de pression sociale ou de discrimination à l'encontre des personnes qui choisissent de le refuser. Il y a eu accord pour dire que la sélection d'embryons pour des raisons non médicales et non pathologiques doit être exclue, mais pas d'accord dans les cas de raisons médicales. La difficulté de définir exactement ce que signifie « médical » a aussi été constatée. Sans réduire la responsabilité de tous d'alléger la souffrance, les Eglises devraient continuer à mettre en question la notion de perfectibilité mentale et physique et à reconnaître que la maladie et le handicap peuvent faire partie de la vie humaine.

Tant pour le DPI que pour la médecine régénérative, un consensus général s'est dégagé pour affirmer que l'embryon humain a droit au respect lié à la dignité humaine et à un certain degré de protection. Mais les divergences d'opinions ont été grandes sur le statut moral de l'embryon et la recherche sur les cellules souches embryonnaires et leur utilisation thérapeutique. Les participants ont été unanimes à encourager la recherche sur les cellules souches adultes et celles du cordon ombilical. Tous ont rejeté le clonage reproductif. Les embryons surnuméraires ont soulevé une vive controverse, en particulier au sujet de savoir s'il y a une différence morale entre leur mort au cours de la recherche et le fait de ne pas les conserver vivants. Le consensus s'est fait pour demander que la production d'embryons surnuméraires dans le cadre de l'assistance médicale à la procréation soit réduite le plus possible.

Certains participants ont souligné la pression économique et utilitariste que subissent les personnes – en particulier les femmes – confrontées à ces problèmes, ainsi que la tendance d'une certaine compréhension de la génétique qui réduirait l'être humain à ses dimensions biologiques et fonctionnelles. Ils ont aussi estimé que, dans une perspective globale, beaucoup de ces questions peuvent apparaître comme des préoccupations de « luxe ».

Les participants s'engagent à poursuivre la réflexion et la discussion sur ces sujets, personnellement, dans leur Eglise et dans le contexte oecuménique plus large, en particulier dans le cadre de la KEK. Ils saluent le futur travail de la Commission Eglise et Société de la KEK dans ce domaine et son dialogue avec les institutions

politiques européennes. Représentant une part importante de la société européenne, les Eglises réfléchissent à ces questions depuis de nombreuses années en s'appuyant sur la richesse de leurs traditions et expériences religieuses.

Ils suggèrent qu'entre autres, les thèmes suivants soient pris en considération :

- le problème des embryons surnuméraires,
- le clonage thérapeutique,
- le brevetage des organismes vivants,
- les questions de fin de vie,
- la biotechnologie liée à l'agriculture et à l'environnement,
- le développement scientifique et l'évolution éthique,
- la relation entre l'image de Dieu et la finitude humaine,
- la notion de personne humaine.

La KEK est une communauté de 125 Eglises orthodoxes, protestantes, anglicane et vieille-catholique de tous les pays d'Europe, ainsi que de plus de 40 organisations associées. La consultation de Strasbourg s'est tenue sous le patronage de Monsieur Walter Schwimmer, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en coopération avec la Communauté d'Eglises protestantes en Europe (CEPE), le « Centre de Sociologie des Religions et d'Ethique Sociale » de l'Université Marc Bloch à Strasbourg, et avec le soutien d'Interpharma, de la Région Alsace, du Conseil Général du Bas-Rhin, de la Ville de Strasbourg, de la Fondation néerlandaise « Stichting Rotterdam » et des Eglises protestantes unies aux Pays-Bas.

Les actes de cette consultation seront publiés ultérieurement.